

Les crédits

J'ai aussi dit, monsieur le Président, que l'augmentation des dépenses de recherche et développement s'est surtout produite dans les milieux industriels et universitaires. Vous savez, avant d'arriver ici, en 1984, j'étais dans le domaine industriel, dans la circonscription que je représente ici à la Chambre des communes, soit Kamouraska—Rivière-du-Loup. J'étais un des actionnaires de trois entreprises.

Vous savez, monsieur le Président, que dans des régions à l'est du Québec, comme dans d'autres régions éloignées des grands centres, les programmes gouvernementaux en recherche et développement ou dans la science et la technologie existaient aussi avant 1984. Mais lorsque j'étais dans mon industrie, et aussi parallèlement alors que j'étais président de la Chambre de commerce, nous avons toujours des recommandations à faire au gouvernement central, en disant: Écoutez, les programmes qui existent, faites-nous les connaître.

Vu que je faisais partie d'une petite industrie, il a fallu se battre pour avoir des informations sur les programmes qui existaient. Pourquoi? Parce que les représentants gouvernementaux, les fonctionnaires ne venaient pas dans nos régions nous sensibiliser. Je peux vous dire une chose, et je le dis à mon collègue d'Ottawa—Centre, que je me suis fait un devoir, depuis 1984, comme représentant de la circonscription de Kamouraska—Rivière-du-Loup et ex-industriel de faire connaître, dans ma région, que le gouvernement fédéral actuel, par le biais de son ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, possédait des programmes qui pouvaient leur permettre de faire de la recherche et du développement et qui pouvaient leur permettre aussi d'aller voir ce qui se passait ailleurs dans le Canada ou à l'étranger.

Je peux vous dire qu'aujourd'hui, monsieur le Président, et je le dis aussi à mon collègue d'Ottawa—Centre, lequel j'invite à venir faire un tour dans l'est du Québec pour prouver ce que j'avance, aujourd'hui par exemple, il y a des industries de la tourbe qui est une industrie première dans ma région et il se fait énormément de recherche et développement depuis 1984 seulement. Il ne s'en n'est pas fait avant parce qu'ils ne connaissaient pas les programmes du gouvernement. Le Parti libéral ne les avait pas fait connaître.

Aujourd'hui, cette compagnie-là qui s'appelle Tourbière Premier ou Tourbière Berger ou tout autre travaille avec les universités, l'Université Laval, le Centre de biomasse du Québec, le CRIQ du Québec. Donc, il se fait de la recherche et développement encore dans ce secteur-là; il s'en fait dans le secteur du bois, dans les boiseries privées avec les programmes qui existent, monsieur le Président.

[Traduction]

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, je voudrais examiner un peu plus en profondeur ce que le député a dit.

Parce qu'il a constaté qu'il se fait un peu de recherche et de développement dans sa région, prétend-il sérieusement que cela reflète bien la contribution du gouvernement et son investissement dans la recherche et le développement? Et n'est-ce pas là un bien faible échantillon ou une base bien infime pour généraliser?

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas vraiment la question que j'ai posée. Le député a fait remarquer, tout comme le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, que les dépenses publiques étaient passées de 4 milliards lors de son arrivée au pouvoir à 5 milliards de dollars maintenant. Le député a-t-il bien réfléchi à ce sujet?

Cela représente une hausse de 25 p. 100. Si nous examinons ces chiffres très généreusement, disons qu'il s'agit d'une hausse de 25 p. 100 sur cinq ans, presque cinq ans et demi.

S'il calcule ce que ce changement représente en pourcentage pendant cette période et s'il réfléchit à ce que cela représente en dollars réels, étant donné que le taux d'inflation pour le matériel scientifique—pour ne donner qu'un exemple—se chiffre à environ 15 p. 100, croit-il vraiment que cela représente un grand progrès dans les dépenses que le gouvernement actuel consacre à la recherche et au développement, ou serait-il d'accord avec n'importe quel observateur rationnel pour dire que cela constitue un changement bien insignifiant?

[Français]

M. Plourde: Monsieur le Président, tout d'abord, je voudrais répondre au député de Windsor—Sainte-Claire en lui disant qu'il devrait se référer à la citation que j'ai faite dans mon discours, dans laquelle je disais: «...en tenant compte du fait que le Conference Board du Canada reconnaît que l'appui financier que nous accordons à la recherche et au développement grâce au régime fiscal est l'un des plus généreux au monde, et pourtant les idées fausses continuent de se propager».

Je comprends, monsieur le Président, que lorsqu'on est dans l'opposition, on peut faire dire n'importe quoi aux chiffres. Dans son discours cet après-midi, l'honorable député d'Ottawa—Vanier parlait du taux de chômage qui était terrible depuis 1984. Il parlait des taux de faillite, depuis 1984; il parlait des taux d'intérêt élevés, depuis 1984; des taux d'inflation élevés, depuis 1984; mais il n'a jamais parlé des taux d'inflation, d'intérêt, de faillite ou de chômage qui existaient avant 1984, alors qu'il était au pouvoir. Moi je peux vous dire une chose: En tant qu'in-